

Républiquesénégals

Un Peuple –Un But–Une Foi

**MINISTRE DEL'ECONOMIE
DESFINANCESETDUPLAN**



RAPPORTTRIMESTRIELD'EXECUTIONBUDGETAIRE

PREMIER TRIMESTRE 2018

Mai 2018

www.dgf.finances.gouv.sn

Tableau 1 : Tableau récapitulatif de l'exécution du budget à la fin du premier trimestre 2018

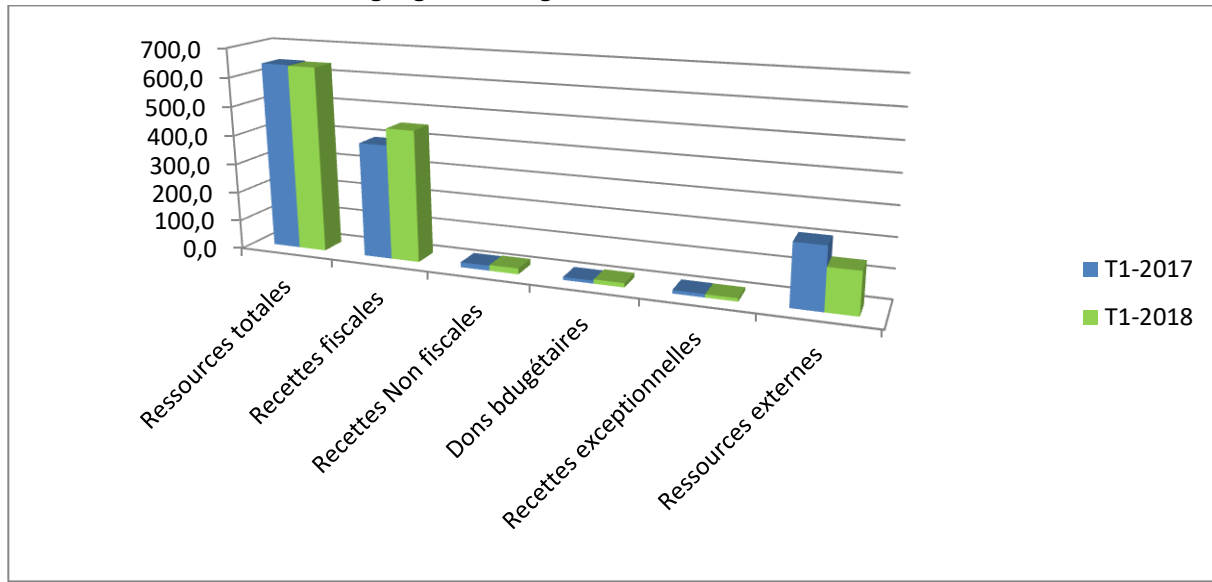
Ressources / Recettes			Dépenses /Charges		
Catégories des ressources	LFI 2018	Exécution T1-2018	Catégories des dépenses	LFI 2018	Exécution T1-2018
Recettes budgétaires	2328	470,4	Dette publique	839,8	189,26
<i>Recettes fiscales</i>	2211	450,7	<i>Intérêts</i>	221	58
<i>Recettes non fiscales</i>	117	19,7	<i>Amortissements</i>	618,8	131
Dons budgétaires	47	14,6	Masse salariale	633	164,8
Recettes exceptionnelles	64,8	10,8	Autres dépenses courantes	785,5	187,46
<i>dont PPTTE IADM</i>	64,8	10,8	<i>Biens et services</i>	314,3	87,7
			<i>Transferts courants</i>	471,2	99,76
			Dépenses en capital sur ressources internes	822,5	96,71
			<i>Exécutées par l'Etat</i>	157,5	17,09
			<i>Transferts en capital</i>	665	79,62
RESSOURCES INTERNES	2439,8	495,8	DEPENSES SUR RESSOURCES INTERNES	3080,8	638,23
Dons en capital	237	20,2	Dépenses en capital sur ressources externes	517	142,7
Tirages sur prêts projets	280	122,5	Dons en capital	237	20,2
Emprunts	641		Tirages sur prêts projets	280	122,5
RESSOURCES EXTERNES	1158	142,7	DEPENSES SUR RESSOURCES EXTERNES	517	134,5
RECETTES BUDGET GENERAL	3597,8	638,5	DEPENSES BUDGET GENERAL	3597,8	772,73
Comptes affectation spéciale	96,1	24,9	Comptes affectation spéciale	96,1	25,1
<i>dont FNR</i>	94,4	24,8	<i>dont FNR</i>	94,4	24,9
Comptes de commerce	0,2	0	Comptes de commerce	0,2	0
Comptes de prêts	13,8	1,7	Comptes de prêts	13,8	0,7
Comptes d'avances	0,8	0	Comptes d'avances	0,8	0
Compte de garanties et avals	0,5	0	Comptes de garanties et avals	0,5	0
RECETTES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	111,3	26,6	DEPENSES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	111,3	25,8
TOTAL RESSOURCES	3709,1	665,14	TOTAL DEPENSES	3709,1	798,53

I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources mobilisées du budget général s'élèvent, au 31 mars 2018, à 638,5 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 17,7% par rapport à l'objectif annuel de 3597,8 milliards fixé par la loi de finances initiale (LFI).

Par rapport à la même période de 2017, la mobilisation des ressources a enregistré une légère baisse de -2,7 milliards FCFA en valeur absolue, soit 0,4% en valeur relative. Cette baisse découle de l'évolution des ressources externes qui ont progressé de -66,1 milliards FCFA, soit -31,6%.

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel



Source : DEES/DGCPT, DDP/DGCPT et DCFE/DGB

I.1 LES RESSOURCES INTERNES

A la fin du premier trimestre 2018, les ressources internes du budget général ont été recouvrées à hauteur de 495,8 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 20% de l'objectif annuel de 2439,8 milliards.

En comparaison aux objectifs de recouvrement fixés à 471,0 milliards FCFA au premier trimestre de 2018, il est noté un taux d'exécution des recettes fiscales de 96%, soit un montant de 450,7 milliards traduisant ainsi une moins-value de 20,3 milliards. Cette situation découle de la contreperformance notée sur le recouvrement des impôts directs qui, pour un objectif de 171,5 milliards à fin mars 2018, s'est arrêté à 159,1 milliards, soit un écart de -12,4 milliards. La moins-value est la conséquence du niveau élevé des certificats de détaxe qui impacte négativement le recouvrement des recettes. En plus, le retard accusé dans la mise en œuvre des mesures nouvelles relatives aux impôts sur les sociétés a entraîné un manque à gagner de 8 milliards sur le recouvrement desdits impôts.

Aussi, les autres recettes (droits sur les zones franches, droit de timbre, recettes de taxes non identifiées etc.), mobilisées à hauteur de 9,1 milliards sont nettement en deçà de l'objectif de 29,1 milliards fixé pour le premier trimestre 2018. Elles enregistrent ainsi une moins-value de 20,0 milliards.

En revanche, le recouvrement des impôts indirects a été satisfaisant avec une plus-value de 12,2 milliards. Cette performance est portée essentiellement par le recouvrement au cordon douanier, en liaison avec l'augmentation du volume des importations.

Les ressources mobilisées sur les recettes non fiscales ont enregistré un dépassement de 7,4 milliards, atteignant ainsi un montant de 19,5 milliards pour un objectif de 12,1 milliards.

Comparée à la même période de l'année 2017, la mobilisation des ressources internes s'est nettement améliorée de 63,2 milliards, soit une évolution en valeur relative de 15%. Cette hausse est essentiellement tirée par les recettes fiscales, notamment les impôts indirects qui sont situés à 282,5 milliards contre 228,9 une année auparavant, soit une augmentation de 23% (53,6 milliards). Les recouvrements du cordon douanier ont contribué à l'amélioration des impôts indirects en se renforçant de 20,1% (23,3 milliards) par rapport à fin mars 2017.

En dépit des performances notées, il convient de relever des difficultés liées au recouvrement du fonds de sécurisation des importations de produits pétroliers (FSIPP) qui continue d'être affecté par le blocage du prix à la pompe malgré une flambée du prix du baril de pétrole.

Tableau 2 : Situation d'exécution des recettes à la fin du premier trimestre 2018

Catégories de recettes	T1_2017	LFI 2018	objectif T1_2018	Recouvrement T1_2018	Taux d'exécution T1_2018	Evolution T1 2018/T1 2017	
						En valeur	En %
Recettes fiscales	393,3	2211,0	471,0	450,7	96%	57,4	15%
<i>Impôts directs</i>	157,1	634,9	171,5	159,1	93%	2,0	1%
<i>Impôts Indirects</i>	228,9	1451,3	270,4	282,5	104%	53,6	23%
<i>Autres</i>	7,3	124,9	29,1	9,1	31%	1,8	24%
Recettes non fiscales	17,3	117,0	12,1	19,5	161%	2,2	13%
Dons budgétaires	10,2	47,0		14,6		4,4	43%
Recettes exceptionnelles	11,6	64,8		10,84		-0,8	
Total Recettes internes	432,5	2439,8		495,6		63,2	15%

Source : DEES/DGCPT/MEFP ; DDP/DGCPT/MEFP

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

Au cours du premier trimestre 2018, le montant total des décaissements sur ressources extérieures s'élève à 142,685 milliards F CFA réparti pour 122,485 milliards en emprunts et 20,200 milliards en subventions. Ce niveau des décaissements représente un taux d'exécution de 27,6 % des prévisions annuelles de la LFI de l'année 2018 (517 milliards de francs CFA) et de 101,9 % de l'objectif de 140 milliards fixé pour le premier trimestre.

Comparés à la même période de 2017 (208,745 milliards), les tirages ont diminué de 66,060 milliards francs CFA en valeur absolue et 31,65 % en valeur relative au détriment des tirages sur prêts-projets qui sont amoindris de 66,79 milliards (-35,3%). Ce tassement des tirages sur prêts au cours du 1^{er} trimestre s'explique par un fort taux de décaissement noté à la fin de l'année 2017.

Tableau 3 : Situation des décaissements sur ressources extérieures à fin mars 2018

Catégories de ressources	Décaissement T1-2017	LFI 2018	Objectifs T1-2018	Décaissement T1-2018	Taux d'exécution T1	Evolution T3 2017/T3 2016	
						En valeur	En %
Dons en capital	19,5	237		20,2	8,5%	0,73	3,7%
Tirages sur prêts projets	189,3	280		122,48	43,7%	- 66,79	-35,3%
Total ressources extérieures	208,7	517	140	142,68	27,6%	- 66,06	-31,6%

Source : DEES/DGCPT/MEFP

Dans le cadre de la mobilisation des ressources extérieures, 14 conventions de financement ont été conclues avec les partenaires techniques et financiers dans la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2018 pour un montant total de 233,076 milliards francs CFA dont 86 % sous forme de prêt.

Tableau 4 : Situation des conventions signées à la fin du trimestre

	T1-2017	T1-2018	Evolution	
			T1 2018/T1 2017	
			En valeur	En %
Nombre de conventions signées	9	14	5,00	56%
Montants des conventions signées	134,435	233,08	98,64	73%
<i>Subventions</i>	13,48	32,38	18,90	140%
<i>Emprunts</i>	120,95	200,70	79,75	66%

DCFE/DGB/MEFP

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (ressources intérieures)

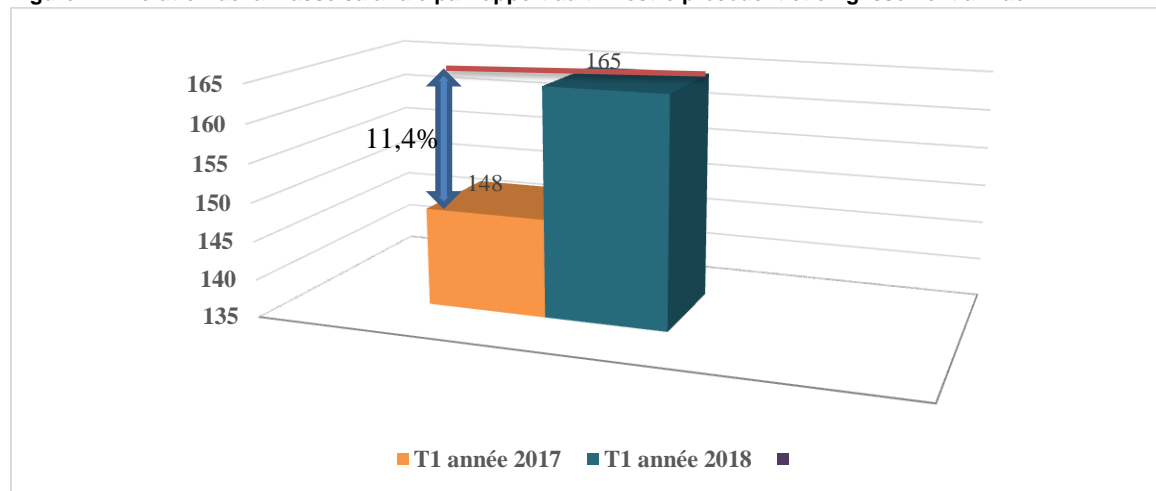
II.1 LES DEPENSES ORDINAIRES

a. Dépenses de personnel

La masse salariale payée au cours du premier trimestre de 2018 s'élève à 164,8 milliards FCFA sur un montant prévisionnel de 633 milliards, soit un taux de réalisation de 26,3% de l'objectif annuel.

Comparé à la même période de 2017, la masse salariale a augmenté de 16,9 milliards, soit 11,4% en valeur relative. Cette hausse est consécutive à l'augmentation des effectifs et à l'effort effectué au titre des rappels payés au profit des enseignants.

Figure 2 : Evolution de la masse salariale par rapport au trimestre précédent et en glissement annuel



Source : DSolde/DGB/MEFP.

La masse salariale reste dominée par le « solde de base » et les « primes et indemnités » qui, au 31 mars 2018, représentent respectivement 39,3% et 34,9% des dépenses de salaires. Toutefois, la part des autres éléments de salaire s'est appréciée au détriment des deux premiers, en raison des paiements des rappels et des régularisations opérées au cours du trimestre.

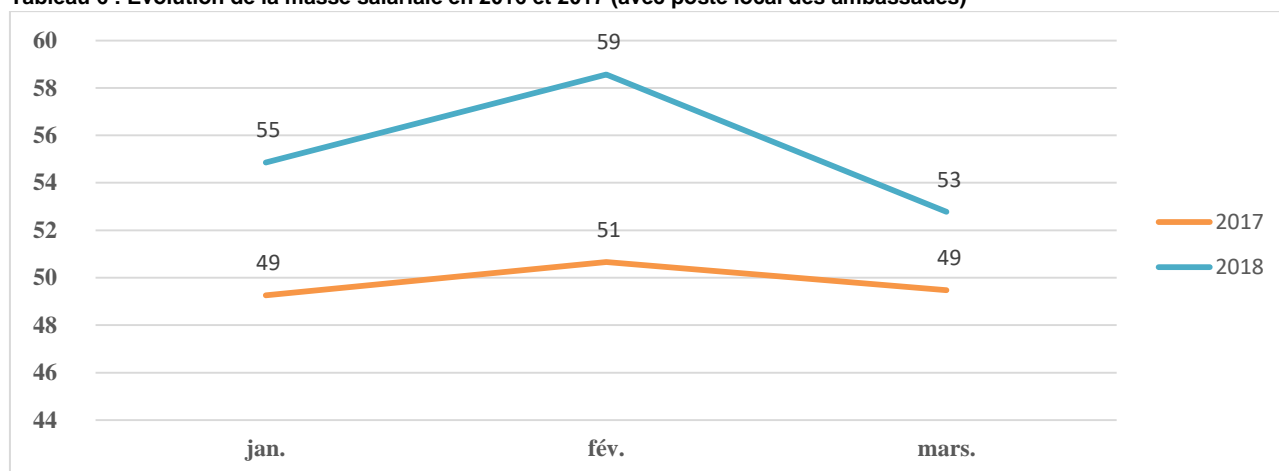
Tableau 5: Evolutions des principaux postes de paie des salaires

Principaux postes de paie	T1-2017		T1-2018	
	Montant	Part en %	Montant	Part en %
Solde de base	59,9	40,5%	64,6	39,3%
Primes et indemnités	53,5	36,2%	57,5	34,9%
Autres éléments de salaire	34,4	23,3%	42,6	25,8%
TOTAL	147,9	100,00%	164,7	100,0%

Source : DSolde/DGB/MEFP.

Les dépenses de personnel ont connu un pic au mois de février 2018 pour un montant de 59 milliards FCFA, comparativement aux mois de janvier et mars au cours desquels les montants ordonnancés sont respectivement de 55 milliards et 53 milliards. Cette hausse enregistrée au mois de février s'explique entre autres par :

- le paiement des rappels aux enseignants conformément aux engagements pris par le Gouvernement ;
- les régularisations des heures supplémentaires suite aux accords conclus lors des négociations avec les différentes organisations du secteur de la Santé ;
- les régularisations des factures relatives aux dépenses d'hospitalisation.

Tableau 6 : Evolution de la masse salariale en 2016 et 2017 (avec poste local des ambassades)

Source : DSolde/DGB/MEFP.

b. Autres dépenses courantes

Les crédits prévus par la loi de finances initiale pour les autres dépenses courantes s'élèvent à 785,50 milliards FCFA dont 314,32 milliards pour achat de biens et services (Titre3-Dépenses de fonctionnement) et 471,18 milliards au titre des transferts (Titre 4-Transferts courants).

Les allocations initiales au titre des dépenses de fonctionnement ont subi une diminution d'un montant de 1,62 milliard FCFA par suite de virement de crédits, portant ainsi les crédits ouverts à 312,70 milliards FCFA. Cette modification s'est faite au profit du titre 3 (transferts courants) portant ainsi les crédits à 472,80 milliards FCFA.

Par ailleurs, ces modifications ont aussi porté sur les crédits globaux constitués en provision (18,735 milliards) sur lesquelles un montant de 1,982 milliard a été rallongé pour prendre en charge des nouvelles dépenses prioritaires et sensibles ainsi que le complément des engagements non couverts dans la LFI de 2018. La répartition des crédits réalloués par Ministère ou institution figure dans le tableau de l'annexe 4.

Tableau 7 : Situation des actes modificatifs des autres dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au premier trimestre de 2018

Acte	Titre	Trimestre1 2017	Trimestre 1 2018
		Montant acte	Montant acte
Arrêtés de virements de crédits	Titre 3-Dépenses de fonctionnement	-3,30	-1,62
	Titre 4-Transferts courants	3,30	1,62

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Le taux d'engagement des crédits au titre des dépenses courantes (titres 3 et 4) se situe à 26% à la date du 31 mars 2018 pour un montant de 207,28 milliards FCFA. Ce montant s'est inscrit en baisse par rapport aux crédits engagés à la même période de l'année précédente, traduisant ainsi une réduction d'un point de pourcentage sur le taux d'engagement. Cette baisse découle des transferts courants en raison de la modulation opérée sur ces crédits à l'effet d'éviter une mobilisation importante de ressources oisives dans les comptes de dépôt du Trésor.

Le niveau d'engagement le plus satisfaisant des crédits ouverts pour ces dépenses courantes est principalement porté par :

- le Ministère des Affaires étrangères (51%), crédits essentiellement destinés pour le fonctionnement des postes diplomatiques et consulaires ainsi que celui des attachés militaires ;
- le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (54%), crédits mobilisés en raison du règlement partiel des dépenses de la campagne agricole 2017/2018, du paiement de la première tranche de l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA) et de la prise en charge de l'organisation du salon International de l'Agriculture (SIA).

Tableau 8 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au premier trimestre de 2018

Titres	Prévision LFI 2018 (1)	Crédits ouverts 2018 (2)	Engagement				Liquidation			
			Fin trim.1 2017 (3)	Fin trim.1 2018 (4)	Ecart 2018/2017 (4-3)	Tx. Engagement 2018 (4/1)	Fin trim.1 2017 (5)	Fin trim.1 2018 (6)	Ecart 2018/2018 (6-5)	Tx. Liquidation (6/1)
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	314,32	312,70	82,65	107,50	24,85	34%	65,69	87,73	22,04	82%
Titre 4- Transferts courants	471,18	472,80	136,15	99,78	-36,37	21%	135,96	99,76	-36,20	100%
Total Dépenses courantes	785,50	785,50	218,80	207,28	-11,52	26%	201,65	187,48	-4,165	90%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Le montant des paiements à fin mars 2018 s'élève à 172,68 milliards FCFA. Ceci présente 92% des montants liquidés et 12 points de pourcentage de plus par rapport à la même période de 2017.

Tableau 9 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au premier trimestre de 2018 (suite)

Titres	Ordonnancement				Paiement			
	Fin trim.1 2017 (7)	Fin trim.1 2018(8)	Ecart 2018/2017 (8-7)	Tx. ordonnancement (8/1)	Fin trim.1 2017 (9)	Fin trim.1 2018(10)	Ecart2018/2017 (4-3)	Tx. Paiement
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	63,18	87,70	24,51	100%	49,62	75,87	26,25	86%
Titre 4- Transferts courants	117,11	99,76	-17,35	100%	108,22	96,81	-11,41	97%
Total Dépenses courantes	180,29	187,45	7,16346	100%	157,84	172,68	14,8409	92%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

II.2 DEPENSES EN CAPITAL

a. Dépenses sur ressources intérieures

Les dépenses en capital financées sur ressources internes, prévues par la LFI pour un montant de 822,5 milliards FCFA, ont bénéficié de reports de crédits de la gestion 2017 d'un montant de 41,12 milliards pour atteindre 863,63 milliards FCFA au 31 mars 2018. Le montant reporté est ainsi décomposé : 21,72 milliards au titre des investissements exécutés par l'Etat (titre 5) et 19,42 milliards au bénéfice des transferts en capital (titre 6). En plus du report, les crédits du titre 6 prévus par la LFI ont augmenté de 2,65 milliards par virement ponctionné sur les dépenses du titre 5, notamment sur les crédits globaux constitués en provisions.

Ces derniers ont été globalement exécutés pour un montant 3,080 milliards sur une prévision annuelle de 19,920 milliards. La répartition de ces crédits par institution et ministère figure dans le tableau de l'annexe 5.

Tableau 10 : Situation des actes modificatifs des dépenses en capital sur ressources intérieures (titre 5 et titre 6) au premier trimestre de 2018

Acte	Titre	Trimestre 1 2017	Trimestre 1 2018
		Montant acte	Montant acte
Arrêtés de reports de crédits	Investissements exécutés par l'Etat		21,72
	Transferts en capital		19,42
Arrêtés de virement et de transferts de crédits	Investissements exécutés par l'Etat		-2,65
	Transferts en capital		2,65

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Le taux d'engagement est estimé à 12% à la date du 31 mars 2018 pour un montant de 104,35 milliards FCFA. Comparativement à la même période de 2017, le taux d'engagement des investissements est en baisse de 9 points de pourcentage. Cette baisse est expliquée en grande partie par les transferts en capital et dans une moindre mesure par les dépenses d'investissement exécutés par l'Etat. Contrairement aux dépenses de fonctionnement, l'engagement et l'ordonnancement des crédits d'investissement demandent des délais plus longs liés notamment au degré de maturité des projets et aux procédures de passation des marchés.

Tableau 11 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au premier trimestre de 2018

Titres	Prévision LFI 2018 (1)	Crédits ouverts 2018 (2)	Engagement				Liquidation			
			Fin trim.12017 (3)	Fin trim.12018 (4)	Ecart 2018/2017 (4-3)	Tx. Engagement 2018 (4/1)	Fin trim.12017 (3)	Fin trim.12018 (4)	Ecart 2018/2017 (6-5)	Tx. Liquidation (6/1)
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	154,56	176,61	33,22	24,73	-8,49	14%	22,82	17,14	-5,68	69%
Titre 6- Transferts en capital	664,94	687,01	145,90	79,62	-66,29	12%	145,90	79,62	-66,29	100%
TOTAL	822,50	863,63	179,13	104,35	-74,78	12%	168,73	96,75	-71,97	93%

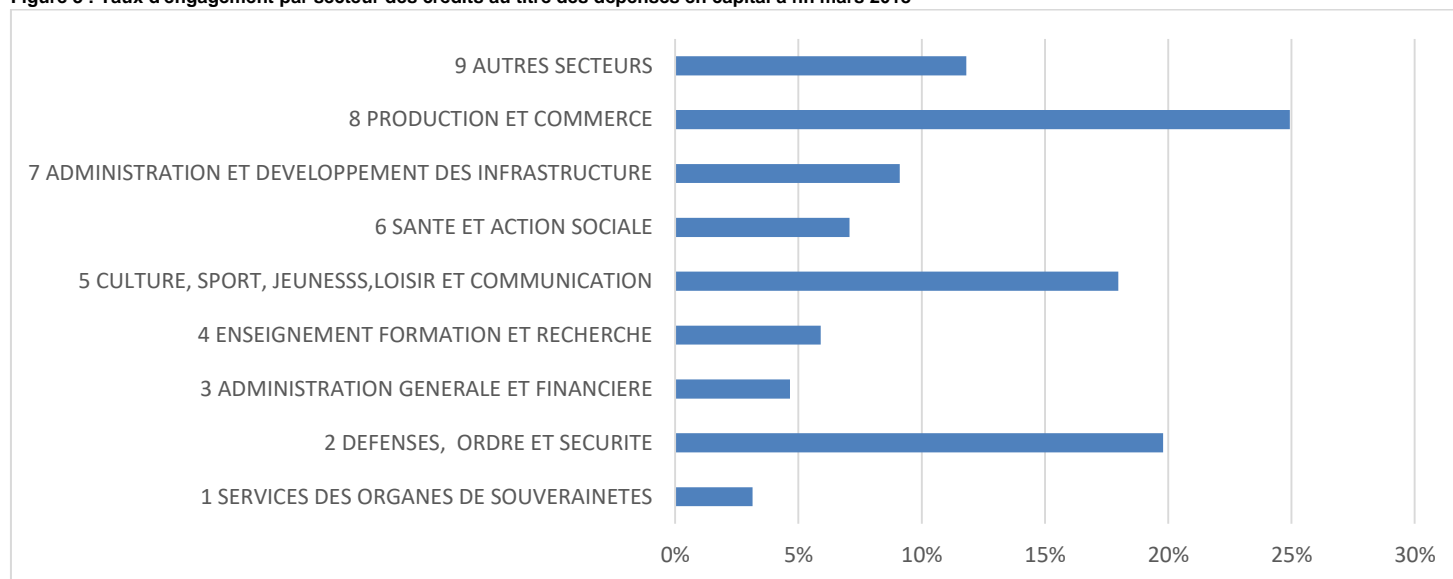
Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Comme indiqué par la figure 3, le faible niveau des engagements des crédits de dépenses en capital cache des disparités selon les secteurs.

En effet, au moment où le secteur des « Organes de souveraineté » a enregistré un taux d'engagement des crédits très faible (3%), celui de « production et commerce » est relativement satisfaisant (25%) à la fin du premier trimestre 2018. Ce secteur est porté par l'agriculture pour laquelle 61% des crédits ouverts au titre de transferts en capital ont été mobilisés. Cette importante mobilisation se justifie par l'urgence qui s'attachait au règlement des factures de la

campagne agricole 2017/2018, du programme agricole volet commercialisation (3,369 milliards) et du fonds de sécurisation du crédit rural (5 milliards). La totalité des crédits dotés pour le projet « Amélioration de la productivité agricole » (15 milliards) ont été également engagés.

Figure 3 : Taux d'engagement par secteur des crédits au titre des dépenses en capital à fin mars 2018



Le montant des paiements à fin mars 2018 s'élève à 94,07 milliards FCFA, soit 97% des montants liquidés est en progression de 24 points de pourcentage, par rapport à la même période de 2017.

Tableau 12 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au premier trimestre de 2018 (suite)

Titres	Ordonnancement				Paiement			
	Fin trim.1 2017 (7)	Fin trim.1 2018(8)	Ecart 2018/2017 (8-7)	Tx. ordonnancement (8/1)	Fin trim.1 2017 (7)	Fin trim.1 2018(8)	Ecart2018/2017 (4-3)	Tx. Paiement
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	22,70	17,09	-5,61	100%	15,93	15,02	-0,91	88%
Titre 6- Transferts en capital	107,03	79,62	-27,42	100%	103,02	79,04	-23,97	99%
TOTAL	129,73	96,71	-33,03	100%	118,95	94,07	-24,88	97%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

b. Dépenses sur ressources extérieures

La situation des décaissements sur ressources extérieures traduit l'état d'exécution des dépenses y afférentes. Les ressources extérieures décaissées au premier trimestre de 2018 (142,68 milliards) sont essentiellement consacrées à l'exécution des projets d'investissement pour un montant de 132,42 milliards. Un montant de 2,78 milliards a été exécuté pour les pré-investissements et 7,49 milliards au titre des prêts rétrocédés à des entités du secteur public.

Les ressources mobilisées pour l'exécution des projets d'investissement ont été essentiellement consacrées au secteur des transports comme le Projet Train express régional (TER) et le Programme de Modernisation des Villes (PROMOVILLES). Les secteurs de l'éducation et de la santé font également partie des principaux bénéficiaires des ressources extérieures exécutées au cours du premier trimestre 2018.

Tableau 13 : Situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources extérieures au premier trimestre 2018

	Emprunts	Subventions	Total
Projets d'investissement	114,94	17,47	132,42
Pré-investissement	0,06	2,72	2,78
Rétroc, avals & garanties	7,49		7,49
Total	122,49	20,20	142,68

Source : DCFE/DGB

III. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES

III.1 Le service de la dette et la situation des emprunts

Au premier trimestre de 2018, le service de la dette ordonnancé (dette de maturité supérieure à un an) s'élève provisoirement à 189,26 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 23% des prévisions de la LFI.

Le service de la dette comprend 69,56 milliards (36,76%) pour la dette extérieure et 119,69 milliards (63,24%) pour la dette intérieure. Le montant ordonnancé au titre de la dette extérieure renferme des économies de 10,84 milliards de FCFA réalisées au titre des initiatives PPTE et IADM.

Tableau 14 : Situation d'exécution des paiements au titre du service de la dette à la fin du premier trimestre de 2018

	LFI 2018	T1 2017	T1 2018	Taux d'exécution
TOTAL DETTE PUBLIQUE	839,8	203	189	23%
dette intérieure en capital		110	92	
charges dette intérieure		41	28	
dette extérieure en capital		26	39	
charges dette extérieure		26	31	

Source : DDP/DGCPT/MEFP

Par rapport aux émissions de titres publics, il convient de souligner qu'en 2018, le Sénégal est intervenu pour la cinquième fois sur le marché international après 2009, 2011, 2014 et 2017. Cette émission a porté sur deux tranches de devises différentes (dollars et euros). La tranche en euro d'un montant d'un (1) milliard est ressortie sur une maturité de 10 ans amortissable (sur les trois dernières années) à un taux de 4,75%, et celle en dollar US concerne un montant d'un (1) milliard pour une maturité de 30 ans amortissable à un taux de 6,75%.

Cette opération a pour objectif, d'une part, la couverture du besoin de financement de l'année en cours et d'autre part l'option de rachat de certaines dettes. Il s'agit notamment des prêts octroyés par Afreximbank et Crédit suisse au titre de l'eurobond émis en 2011. Pour ce dernier, le rachat de 40% (soit 200 millions de dollars US) a été réalisé au cours de l'opération.

III.2 Les opérations des comptes spéciaux du Trésor

a. Opérations du Fonds national de Retraites (FNR)

Au premier trimestre 2018, le solde déficitaire du FNR s'est établi à hauteur de 164 millions FCFA, contre un déficit de 2,56 milliards par rapport à la même période de 2017. Cette amélioration conjoncturelle du déficit est en partie expliquée par les excédents réalisés successivement au mois de février et mars 2018 (427 millions et 101 millions) qui sont consécutives aux régularisations de cotisations (part Etat de décembre 2017) non versées à date échue.

Le rapport cotisants sur allocataires, bien que supérieur à 1, n'a pas suffi pour assurer la couverture des dépenses par les recettes. Il se situe en moyenne à 1,4 cotisant pour 1 allocataire au premier semestre 2018.

Tableau 15 : Situation d'exécution du FNR au premier trimestre 2018

	Cumul T1 2017	T1 2018			
		Janvier	Février	Mars	Cumul
Crédit (en milliards F CFA)	19,5	7,56	8,78	8,45	24,79
Nombre de cotisants		95 860	97 133	97 417	
Débit (en milliards F CFA)	22,06	8,25	8,35	8,35	24,95
Allocataires		66 866	67 060	67 075	
Solde du FNR	-2,560	-0,691	0,427	0,101	-0,164

Source : Dir Pensions/DGB/MEFP et DEES/DGCPT

b. Autres opérations des comptes spéciaux du Trésor

Les autres opérations des comptes spéciaux du Trésor affichent globalement un solde positif à la fin du premier trimestre 2018 contre 2,2 millions un an auparavant. Cet excédent est en liaison avec les prêts aux particuliers qui ont été remboursés à 1,72 milliard alors qu'ils n'ont été accordés que pour 697 millions.

Tableau 16 : Situation d'exécution des autres comptes spéciaux du trésor à la fin du trimestre t

	T1_2017	T1_2018
Crédit (en milliards FCFA)	2,2	1,8
Débit (en milliards FCFA)	0	0,9
Solde	2,2	0,9

Source : DEES/DGCPT/MEFP

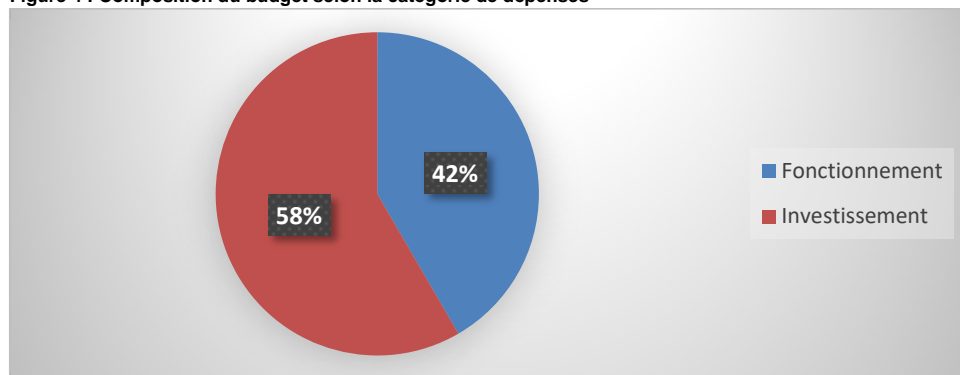
III.3 Les ressources et dépenses du secteur parapublic

L'analyse de l'exécution budgétaire du secteur parapublic au premier trimestre 2018 a porté sur 84 entités réparties ainsi qu'il suit :

- 43 agences d'exécution ;
- 22 établissements publics de santé (EPS) ; et
- 19 établissements d'enseignement supérieur publics (EESP) et centres des œuvres universitaires.

Ces entités cumulent, au titre de l'exercice 2018, un budget de 1 332,16 milliards FCFA qui comprend les crédits de fonctionnement pour un montant de 554,62 milliards francs CFA (41,6%) et d'investissement pour 777,53 milliards (58,4%).

Figure 4 : Composition du budget selon la catégorie de dépenses



Les transferts de l'Etat contribuent à hauteur de 28,83% du budget total de ces entités, représentant un montant de 384,09 milliards francs CFA. Dans ce cadre, les transferts courants sont prévus pour 168,48 milliards et les subventions d'investissement sont arrêtées à 215,61 milliards.

Les crédits alloués à la prise en charge des dépenses de personnel représentent 21% du budget de fonctionnement et 9% du budget global, soit un montant de 116,13 milliards.

Le niveau global de mobilisation des ressources se situe à 13,35% des prévisions, soit un montant de 177,904 milliards F CFA. Les subventions de l'Etat sont dans ce cadre mobilisées à hauteur de 39,236 milliards, soit 10,21% des prévisions.

Le rythme de consommation globale des crédits reste faible s'établissant à 86,413 milliards F CFA, soit 6,49%.

Quant au taux d'absorption des crédits, il reste mitigé pour la section fonctionnement en se situant à 11,67% dont 22,26% en taux d'exécution. Il est tiré essentiellement par les dépenses de personnel. Pour la section investissement, le taux d'absorption est à 2,67%.

L'endettement global de ces entités est arrêté à la date du 31 mars 2018 à 166,734 milliards. Il se décompose ainsi :

- dettes fournisseurs : 135,712 milliards FCFA ;
- dettes fiscales : 19,364 milliards FCFA ;
- dettes sociales : 12,362 milliards FCFA.

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes budgétaires (selon la nomenclature du Manuel des statistiques des finances publiques 2011) au premier trimestre 2018

Nature de la recette	janvier	février	mars	1er trimestre
A1 RECETTES	113 996 611 132	197 213 773 556	193 364 006 851	504 574 391 539
A11 Recettes fiscales	104 927 014 898	183 812 726 006	161 950 304 553	450 690 045 457
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital	36 992 744 346	86 219 487 990	33 598 161 179	156 810 393 515
A1111 A la charge des personnes physiques	23 007 588 862	25 296 027 633	24 557 946 119	72 861 562 614
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	13 985 155 484	59 991 482 688	8 110 479 003	82 087 117 175
A1113 Non ventilables	0	931 977 669	929 736 057	1 861 713 726
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'oeuvre	1 189 579 446	1 107 081 706	0	2 296 661 152
A113 Impôts sur le patrimoine	2 097 196 506	3 277 520 052	12 563 773 807	17 938 490 365
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	359 496 316	432 713 534	283 455 567	1 075 665 417
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	1 737 700 190	2 844 806 518	12 280 318 240	16 862 824 948
A114 Impôts sur les biens et services	50 166 006 318	67 521 307 717	87 268 511 859	204 955 825 894
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	39 456 803 422	50 005 092 510	69 895 386 858	159 357 282 790
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	35 256 629 888	49 941 878 941	69 812 116 829	155 010 625 658
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	4 200 173 534	63 213 569	83 270 029	4 346 657 132
A1142 Accises	3 923 619 777	11 325 270 168	12 233 981 388	27 482 871 333
A1144 Taxes sur des services déterminés	5 084 185 069	4 840 338 757	4 336 466 233	14 260 990 059
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 701 398 050	1 350 606 282	802 677 380	3 854 681 712
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	337 892 080	1 350 606 282	802 677 380	2 491 175 742
A11452 Autres	1 363 505 970	0	0	1 363 505 970
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	11 900 000 000	22 503 407 645	25 256 705 021	59 660 112 666
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	11 900 000 000	22 503 407 645	25 256 705 021	59 660 112 666
A1152 Taxes à l'exportation	0	0	0	0
A116 Autres recettes fiscales	2 581 488 282	3 183 920 896	3 263 152 687	9 028 561 865
A13 Dons	6 490 000 000	7 145 957 000	20 517 664 464	34 153 621 464
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	6 490 000 000	7 145 957 000	20 517 664 464	34 153 621 464
A1311 Courants	0	655 957 000	13 997 664 464	14 653 621 464
A1312 En capital	6 490 000 000	6 490 000 000	6 520 000 000	19 500 000 000
A132 Reçus d'organisations internationales	0	0	0	0
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	0	0	0	0
A14 Autres recettes	2 579 596 234	6 255 090 550	10 896 037 834	19 730 724 618
A141 Revenu de la propriété	336 491 751	838 025 460	7 445 385 779	8 619 902 990
A1411 Intérêts	0	0	0	0
A1412 Dividendes	0	0	3 806 543 917	3 806 543 917
A1415 Loyers	336 491 751	838 025 460	3 638 841 862	4 813 359 073
A142 Ventes de biens et services	540 104 483	1 331 319 700	886 099 423	2 757 523 606
A1422 Droits administratifs	540 104 483	1 331 319 700	881 763 423	2 753 187 606
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0	0	4 336 000	4 336 000
A143 Amendes, pénalités et confiscation	0	0	0	0
A145 Recettes diverses non identifiées	1 703 000 000	4 085 745 390	2 564 552 632	8 353 298 022

Annexe 2 : Consommation des crédits budgétaires par institutions/ministères et par nature à la fin du premier trimestre

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts :LFI + modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Présidence de la République	3	9 544 373 000	9 544 373 000	1 463 255 144	15%	1 059 255 159	1 059 255 159	981 755 329	77 499 830
Présidence de la République	4	21 283 277 000	21 283 277 000	2 847 358 000	13%	2 847 358 000	2 847 358 000	2 847 358 000	0
Présidence de la République	5	0	35 881 300	11 068 324	31%	11 068 324	11 068 324	9 339 316	1 729 008
Présidence de la République	6	46 100 000 000	46 100 000 000	350 000 000	1%	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0
Assemblée Nationale	4	14 074 506 000	14 074 506 000	2 352 000 000	17%	2 352 000 000	2 352 000 000	2 352 000 000	0
Assemblée Nationale	6	1 700 000 000	1 700 000 000	100 000 000	6%	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0
Conseil Economique, Social et Environnemental	4	6 102 087 000	6 102 087 000	2 397 087 000	39%	2 397 087 000	2 397 087 000	2 397 087 000	0
Conseil Economique, Social et Environnemental	6	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100%	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0
Conseil Constitutionnel	4	836 330 000	836 330 000	0	0%	0	0	0	0
Conseil Constitutionnel	6	100 000 000	100 000 000	0	0%	0	0	0	0
Cour Suprême	4	771 063 000	771 063 000	192 765 750	25%	192 765 750	192 765 750	192 765 750	0
Cour Suprême	6	50 000 000	50 000 000	0	0%	0	0	0	0
Cour des Comptes	4	2 636 884 000	2 636 884 000	100 000 000	4%	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0
Cour des Comptes	6	1 300 000 000	1 450 000 000	0	0%	0	0	0	0
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	4	6 300 000 000	6 300 000 000	2 300 000 000	37%	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	0
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	6	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0%	0	0	0	0
Primature	3	1 783 992 000	1 783 992 000	330 170 937	19%	302 762 692	302 762 692	295 308 980	7 453 712
Primature	4	8 980 311 000	9 380 311 000	3 482 993 499	37%	3 482 993 499	3 482 993 499	2 033 000 000	1 449 993 499
Primature	5	920 000 000	1 057 616 438	48 998 538	5%	0	0	0	0
Primature	6	20 000 000 000	21 575 000 000	5 975 000 000	28%	5 975 000 000	5 975 000 000	5 975 000 000	0
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	3	25 706 137 000	25 964 137 000	14 541 496 593	56%	727 973 269	727 973 269	0	727 973 269
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	4	4 938 114 000	4 938 114 000	1 362 647 718	28%	1 340 576 000	1 340 576 000	932 576 000	408 000 000
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	5	1 319 490 000	1 385 535 230	139 109 363	10%	0	0	0	0
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	6	4 300 000 000	4 300 000 000	300 000 000	7%	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000
Ministère des Forces Armées	3	34 928 810 000	35 004 486 645	14 481 356 687	41%	13 662 305 981	13 662 305 981	11 002 984 214	2 659 321 767
Ministère des Forces Armées	4	3 285 687 000	3 285 687 000	40 000 000	1%	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0
Ministère des Forces Armées	5	21 408 770 000	23 555 045 037	8 969 835 692	38%	7 975 580 692	7 975 580 692	7 568 654 885	406 925 807
Ministère des Forces Armées	6	26 861 490 000	26 861 490 000	4 968 874 000	18%	4 968 874 000	4 968 874 000	4 968 874 000	0
Ministère de l'Intérieur	3	13 767 939 000	13 767 939 000	4 640 050 092	34%	4 045 153 594	4 045 153 594	3 786 588 317	258 565 277
Ministère de l'Intérieur	4	14 055 871 000	14 055 871 000	2 523 967 750	18%	2 523 967 750	2 523 967 750	2 523 967 750	0

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts :LFI + modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Ministère de l'Intérieur	5	9 780 000 000	11 553 552 120	2 095 736 166	18%	1 976 921 636	1 976 921 636	1 787 941 586	188 980 050
Ministère de l'Intérieur	6	34 174 000 000	37 174 000 000	1 750 000 000	5%	1 750 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	0
Ministère de la Justice	3	8 193 609 000	8 193 609 000	2 692 751 606	33%	1 673 895 117	1 671 734 857	1 507 403 196	166 491 921
Ministère de la Justice	4	2 399 762 000	2 399 762 000	413 201 000	17%	413 201 000	413 201 000	391 262 000	21 939 000
Ministère de la Justice	5	6 266 000 000	9 197 681 790	1 814 910 867	20%	210 615 757	210 615 757	127 810 400	82 805 357
Ministère de la Justice	6	1 100 000 000	1 100 000 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	3	1 119 789 000	1 119 789 000	92 237 541	8%	87 845 441	87 845 441	85 527 941	2 317 500
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	4	365 211 000	365 211 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	5	248 000 000	353 426 790	105 426 510	30%	90 482 990	90 482 990	79 485 980	10 997 010
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Œuvre	3	186 427 000	186 427 000	8 000 000	4%	8 000 000	6 000 000	0	8 000 000
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Œuvre	4	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0%	0	0	0	0
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Œuvre	5	200 000 000	200 000 000	17 853 930	9%	17 853 930	17 853 930	9 379 640	8 474 290
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Œuvre	6	10 526 400 000	5 526 400 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	3	903 170 000	903 170 000	88 465 306	10%	64 715 146	63 185 146	44 310 561	20 404 585
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	4	896 600 000	896 600 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	5	349 500 000	643 561 066	50 997 236	8%	18 403 880	17 091 480	3 078 136	15 325 744
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	3	346 778 000	346 778 000	97 865 698	28%	95 965 698	93 995 722	93 995 722	1 969 976
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	4	300 000 000	350 000 000	0	0%	0	0	0	0
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	5	380 000 000	380 000 000	6 000 000	2%	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3	584 145 000	584 145 000	188 123 925	32%	159 384 606	158 809 606	130 603 887	28 780 719
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	4	5 075 640 000	5 075 640 000	169 308 000	3%	169 308 000	169 308 000	163 200 000	6 108 000

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts :LFI + modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	5	4 171 711 000	4 196 699 447	109 253 640	3%	104 265 249	88 767 431	65 139 912	39 125 337
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6	14 871 388 000	14 871 388 000	1 671 000 000	11%	1 671 000 000	1 671 000 000	1 671 000 000	0
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	3	299 364 000	299 364 000	73 260 827	24%	68 862 672	68 862 672	37 882 978	30 979 694
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	4	6 500 000 000	6 500 000 000	235 000 000	4%	235 000 000	235 000 000	235 000 000	0
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	5	800 000 000	836 936 950	54 141 000	6%	49 441 000	49 441 000	7 500 000	41 941 000
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	6	126 070 000 000	135 845 000 000	15 275 000 000	11%	15 275 000 000	15 275 000 000	15 275 000 000	0
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	3	1 395 061 000	1 395 061 000	316 313 396	23%	279 603 629	279 603 629	229 556 985	50 046 644
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	4	26 207 148 000	26 207 148 000	14 470 398 530	55%	14 470 398 530	14 470 398 530	13 570 398 530	900 000 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	5	3 442 200 000	3 677 229 973	150 530 693	4%	92 188 633	84 230 180	80 886 438	11 302 195
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	6	41 841 943 000	47 841 943 000	29 439 963 560	62%	29 439 963 560	29 439 963 560	29 439 963 560	0
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	3	12 036 985 000	12 061 985 000	1 885 008 245	16%	1 695 855 673	1 693 700 632	1 280 493 020	415 362 653
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	4	8 823 668 000	8 723 668 000	2 321 519 936	27%	2 321 519 936	2 321 519 936	2 321 519 936	0
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	5	16 110 575 000	18 691 344 318	3 266 374 436	17%	2 695 324 175	2 695 324 175	2 295 564 053	399 760 122
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	6	40 019 616 000	40 469 616 000	9 476 287 809	23%	9 476 287 809	9 476 287 809	9 235 162 273	241 125 536
Ministère du Pétrole et des Energies	3	501 534 000	501 534 000	70 901 358	14%	50 401 358	50 401 358	33 401 358	17 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	4	3 624 681 000	3 624 681 000	140 000 000	4%	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0
Ministère du Pétrole et des Energies	5	136 500 000	2 556 500 000	9 329 244	0%	9 329 244	9 329 244	0	9 329 244
Ministère du Pétrole et des Energies	6	19 009 000 000	20 078 000 000	337 500 000	2%	337 500 000	337 500 000	337 500 000	0
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	3	410 107 000	410 107 000	121 989 602	30%	95 196 178	93 696 183	80 214 779	14 981 399
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	4	2 432 935 000	2 432 935 000	143 750 000	6%	143 750 000	143 750 000	143 750 000	0
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	5	124 000 000	399 711 877	17 591 400	4%	0	0	0	0
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	6	1 937 000 000	1 937 000 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	3	393 871 000	393 871 000	87 520 509	22%	79 422 936	77 621 568	71 444 017	7 978 919
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	4	10 668 600 000	10 668 600 000	0	0%	0	0	0	0

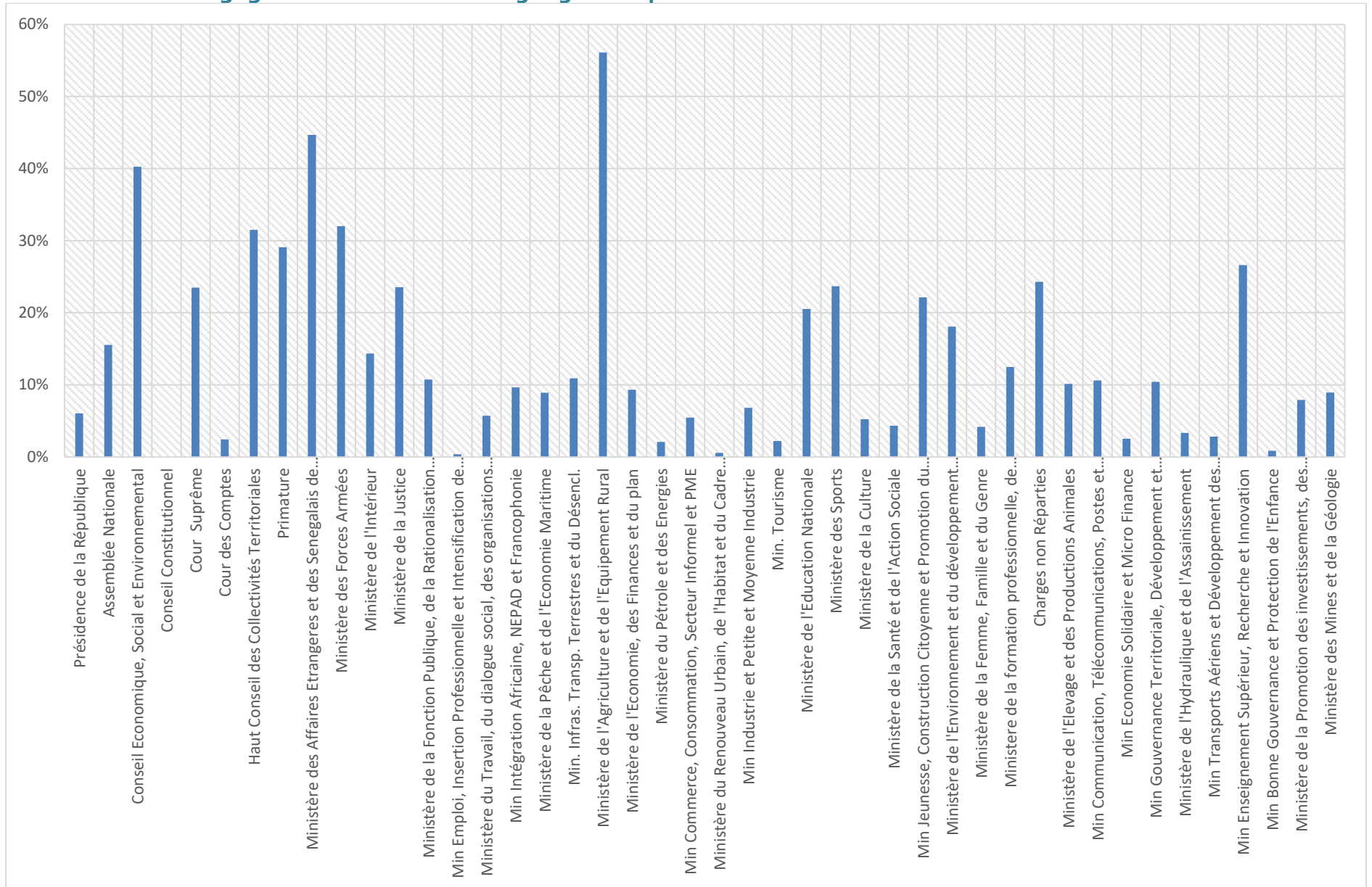
Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts :LFI + modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	5	2 243 228 000	2 520 130 021	153 342 526	6%	150 814 966	150 814 966	38 800 276	112 014 690
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	6	50 031 425 000	50 181 425 000	132 000 000	0%	132 000 000	132 000 000	132 000 000	0
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	3	138 200 000	138 200 000	16 217 596	12%	15 521 338	15 521 338	15 521 338	0
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	4	1 811 175 000	1 804 175 000	50 000 000	3%	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	6	4 170 000 000	4 170 000 000	350 000 000	8%	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0
Min. Tourisme	3	404 099 000	404 099 000	107 586 753	27%	79 058 234	79 021 234	76 488 236	2 569 998
Min. Tourisme	4	3 110 000 000	3 110 000 000	60 000 000	2%	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0
Min. Tourisme	5	185 000 000	513 658 234	36 196 342	7%	0	0	0	0
Min. Tourisme	6	5 205 000 000	5 205 000 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère de l'Education Nationale	3	74 809 822 000	74 809 822 000	19 181 261 683	26%	17 283 229 536	17 271 732 102	11 577 745 009	5 705 484 527
Ministère de l'Education Nationale	4	7 819 905 000	7 819 905 000	270 829 125	3%	270 829 125	270 829 125	261 604 125	9 225 000
Ministère de l'Education Nationale	5	9 952 745 000	12 104 362 630	1 313 183 780	11%	1 086 267 320	1 086 267 320	965 665 768	120 601 552
Ministère de l'Education Nationale	6	6 306 833 000	6 359 833 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère des Sports	3	3 674 377 000	3 674 377 000	460 304 849	13%	424 239 410	423 739 610	211 352 071	212 887 339
Ministère des Sports	4	540 275 000	600 275 000	60 000 000	10%	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0
Ministère des Sports	5	7 492 000 000	7 698 454 193	2 435 707 618	32%	0	0	0	0
Ministère des Sports	6	500 000 000	500 000 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère de la Culture	3	315 108 000	315 108 000	83 998 604	27%	45 759 792	45 759 792	30 174 186	15 585 606
Ministère de la Culture	4	6 598 773 000	6 898 569 000	837 281 500	12%	837 281 500	837 281 500	837 281 500	0
Ministère de la Culture	5	710 000 000	1 026 997 519	0	0%	0	0	0	0
Ministère de la Culture	6	9 336 000 000	9 336 000 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	3	9 430 866 000	9 430 866 000	1 782 727 422	19%	1 540 935 614	1 539 435 624	833 176 735	707 758 879
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	4	43 835 805 000	43 835 805 000	697 967 900	2%	697 967 900	697 967 900	697 967 900	0
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	5	20 130 568 000	22 070 384 356	1 366 050 170	6%	1 085 817 324	1 085 817 324	1 017 295 702	68 521 622
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	6	12 800 000 000	13 287 000 888	0	0%	0	0	0	0
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	3	649 552 000	649 552 000	101 009 804	16%	57 816 847	57 537 847	51 265 572	6 551 275
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	4	1 226 900 000	1 226 900 000	269 540 000	22%	269 540 000	269 540 000	269 540 000	0
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	5	742 230 000	742 230 000	13 000 000	2%	10 000 000	4 647 526	1 747 526	8 252 474
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et	6	2 500 000 000	2 500 000 000	750 000 000	30%	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts :LFI + modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Promotion du Volontariat									
Ministère de l'Environnement et du développement durable	3	4 324 891 000	4 324 891 000	819 748 246	19%	719 108 153	717 657 183	557 989 411	161 118 742
Ministère de l'Environnement et du développement durable	4	1 147 033 000	1 147 033 000	210 000 000	18%	210 000 000	210 000 000	210 000 000	0
Ministère de l'Environnement et du développement durable	5	3 668 275 000	4 541 141 776	667 488 275	15%	624 889 240	624 889 240	437 615 134	187 274 106
Ministère de l'Environnement et du développement durable	6	1 475 000 000	1 475 000 000	380 000 000	26%	380 000 000	380 000 000	350 000 000	30 000 000
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	3	1 096 985 000	1 096 985 000	133 237 745	12%	119 661 945	119 661 945	104 684 885	14 977 060
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	4	474 430 000	474 430 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	5	2 033 568 000	2 400 536 153	138 165 841	6%	138 165 841	138 165 841	100 291 801	37 874 040
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	6	2 500 000 000	2 500 000 000	0	0%	0	0	0	0
Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	3	6 699 640 000	6 699 640 000	1 412 452 737	21%	1 319 961 664	1 318 089 664	947 941 011	372 020 653
Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	4	2 176 656 000	2 176 656 000	287 287 500	13%	287 287 500	287 287 500	287 287 500	0
Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	5	4 300 000 000	4 621 366 498	378 394 992	8%	147 481 039	147 481 039	138 901 788	8 579 251
Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	6	3 170 000 000	3 170 000 000	0	0%	0	0	0	0
Charges non Réparties	3	93 467 514 000	91 484 778 046	40 709 716 555	44%	40 648 388 747	40 648 388 747	40 630 867 707	17 521 040
Charges non Réparties	4	46 360 000 000	46 428 263 309	5 603 132 647	12%	5 603 132 647	5 603 132 647	5 603 132 647	0
Charges non Réparties	5	23 000 000 000	19 920 000 000	0	0%	0	0	0	0
Charges non Réparties	6	49 770 815 000	49 770 815 000	4 100 000 000	8%	4 100 000 000	4 100 000 000	4 100 000 000	0
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	3	1 015 551 000	1 015 551 000	647 377 650	64%	619 122 286	619 122 286	603 944 597	15 177 689
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	4	529 142 000	529 142 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	5	3 645 528 000	4 272 957 197	284 921 949	7%	59 105 880	42 489 791	24 649 056	34 456 824
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6	2 895 972 000	3 585 972 000	20 000 000	1%	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	3	360 640 000	360 640 000	45 667 319	13%	17 421 664	17 421 664	1 392 400	16 029 264
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	4	7 482 370 000	7 682 370 000	1 235 592 500	16%	1 235 592 500	1 235 592 500	1 235 592 500	0
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	5	570 000 000	824 347 000	138 691 160	17%	10 490 640	10 490 640	0	10 490 640
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	6	4 500 000 000	5 060 000 000	60 000 000	1%	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts :LFI + modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Min Economie Solidaire et Micro Finance	3	290 750 000	290 750 000	2 000 000	1%	0	0	0	0
Min Economie Solidaire et Micro Finance	4	510 000 000	510 000 000	0	0%	0	0	0	0
Min Economie Solidaire et Micro Finance	5	479 000 000	479 000 000	56 700 000	12%	54 700 000	54 700 000	54 700 000	0
Min Economie Solidaire et Micro Finance	6	1 020 000 000	1 020 000 000	0	0%	0	0	0	0
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	3	344 196 000	344 196 000	96 348 720	28%	83 423 464	83 189 039	78 637 456	4 786 008
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	4	44 671 719 000	44 961 719 000	6 362 430 000	14%	6 362 430 000	6 362 430 000	6 362 430 000	0
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	5	1 372 000 000	1 497 907 090	69 031 730	5%	39 822 600	39 822 600	34 699 800	5 122 800
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	6	33 200 000 000	33 900 000 000	1 880 000 000	6%	1 880 000 000	1 880 000 000	1 880 000 000	0
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	3	432 631 000	432 631 000	190 772 926	44%	155 515 157	155 515 157	140 962 247	14 552 910
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	4	4 907 432 000	5 263 432 000	1 138 122 070	22%	1 138 122 070	1 138 122 070	1 138 122 070	0
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	5	2 554 000 000	2 691 281 740	183 959 056	7%	105 604 517	105 604 517	56 228 756	49 375 761
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	6	34 485 430 000	36 894 930 000	0	0%	0	0	0	0
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	3	170 000 000	170 000 000	31 500 000	19%	0	0	0	0
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	4	3 320 000 000	3 320 000 000	210 000 000	6%	210 000 000	210 000 000	210 000 000	0
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	5	300 000 000	300 000 000	18 773 740	6%	11 273 740	11 273 740	7 807 907	3 465 833
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	6	5 400 000 000	5 400 000 000	0	0%	0	0	0	0
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	3	3 530 975 000	3 530 975 000	388 995 345	11%	386 822 215	386 822 215	293 533 465	93 288 750
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	4	134 071 838 000	134 071 838 000	46 331 789 416	35%	46 331 789 416	46 331 789 416	46 177 189 416	154 600 000
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	5	6 409 000 000	7 481 936 345	437 647 035	6%	191 214 726	191 214 726	14 931 130	176 283 596
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	6	40 471 000 000	40 471 000 000	2 200 000 000	5%	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	0
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	3	544 645 000	544 645 000	19 000 000	3%	19 000 000	19 000 000	19 000 000	0
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	4	2 327 322 000	2 327 322 000	0	0%	0	0	0	0

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts :LFI + modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	5	790 000 000	790 000 000	27 049 629	3%	27 049 629	26 284 656	26 284 656	764 973
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	6	1 600 000 000	1 600 000 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	3	257 510 000	257 510 000	45 477 796	18%	13 327 796	13 327 796	12 328 336	999 460
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	4	6 375 034 000	6 375 034 000	663 811 000	10%	663 811 000	663 811 000	663 811 000	0
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	5	291 800 000	364 774 024	26 283 438	7%	14 283 900	14 283 900	14 283 900	0
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	6	2 300 000 000	2 300 000 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère des Mines et de la Géologie	3	259 143 000	259 143 000	44 424 105	17%	21 950 941	21 950 941	20 526 393	1 424 548
Ministère des Mines et de la Géologie	4	326 630 000	333 630 000	0	0%	0	0	0	0
Ministère des Mines et de la Géologie	5	1 029 000 000	1 029 000 000	122 541 642	12%	122 541 642	122 541 642	56 182 952	66 358 690
Ministère des Mines et de la Géologie	6	247 000 000	247 000 000	0	0%	0	0	0	0

Annexe 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section à fin mars 2018



Annexe 4 : Répartitions des crédits globaux de fonctionnement exécutés au premier trimestre 2018

Institutions ou Ministères	Objet	Montant
Ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Francophonie	Renforcement fonctionnement des services	50 000 000
Ministère des affaires étrangères	Renforcement de capacités opérationnelles et des moyens d'action de l'ambassade du Sénégal à Paris	82 500 000
Ministère des sports	Prise en charge des frais de stage de l'équipe nationale de Hand-Ball du Sénégal	60 000 000
Ministère des affaires étrangères	Renforcement de capacités opérationnelles et des moyens d'action de l'ambassade du Sénégal à Washington	95 500 000
	Renforcement de capacités opérationnelles et des moyens d'action de l'ambassade du Sénégal à Riyad	40 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Renforcement des capacités de la DSI de la DGID,	25 000 000
Ministère de la communication	Dotations pour le fonctionnement de la Maison de la Presse	200 000 000
Charges non réparties	Apurement partiel des arriérés et la contribution du Sénégal au titre de 2018 à l'Initiative Africaine Concertée sur les Réformes Budgétaires (CABRI)	68 263 309
Ministère des forces armées	Prise en charge des frais de mission à l'extérieur du pays	75 676 645
Ministère des affaires étrangères	Renforcement de capacités opérationnelles et des moyens d'action du Consulat du Sénégal à Marseille	10 000 000
Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	« Agence nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT) » destiné à la prise en charge des dépenses liées à l'organisation de la conférence nationale sur l'aménagement et l'attractivité du territoire	290 000 000
Ministère de la culture	Appui à l'organisation de la 13 ^{ème} Biennale de l'Art africain contemporain	299 796 000
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	Participation du Sénégal au forum Mondial de l'eau « Brasilia 2018 »	356 000 000
Ministère des affaires étrangères	« Bureau économique de Ottawa » destiné à couvrir les dépenses liées à l'organisation du Forum économique par le bureau économique de l'Ambassade du Sénégal au Canada	30 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Contribution du Sénégal aux activités du Centre régional d'Assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest	300 000 000
TOTAL SUR FONCTIONNEMENT		1 982 735 954

Annexe 4 : Répartitions des crédits globaux de fonctionnement exécutés au premier trimestre 2018

Institutions ou Ministères	Objet	Montant
Ministère de l'Economie et des Finances	Vulgarisation des résultats de la première phase du Plan Sénégal Emergent (PSE) et préparation de la seconde phase	500 000 000
Primature	Appui au financement des activités des femmes de Diourbel	100 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Prise en charge des dépenses de personnel des contractuels dudit centre.	30 000 000
Présidence de la République	Prise en charge des salaires et des cotisations sociales des agents contractuels du bureau organisation et méthode	100 000 000
Ministère de l'intérieur	Paiement partiel des ambulances acquises par le PUMA pour le compte de certaines collectivités locales.	500 000 000
Primature	Dépenses de communication relatives aux performances économiques et sociales de notre pays liées à la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE).	300 000 000
Ministère de la communication	Droits de retransmission au Sénégal de la coupe du monde de football 2018 en Russie	500 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Mise en œuvre de trois (3) applications prioritaires retenues à l'issue du Hackathon, notamment e-taxe	300 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	« Participations financières » pour assurer la prise en charge des actions supplémentaires attribuées au Sénégal par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) du groupe de la banque mondiale	250 000 000
Primature	Appui à l'organisation du pèlerinage à la Mecque, édition 2018 ;	500 000 000
TOTAL SUR INVESTISSEMENT		3 080 000 000